

Questions orales

• (1430)

Je rappelle à la députée que notre gouvernement a contribué à créer le climat qui a suscité la création de 1,6 million d'emplois, un record parmi les pays industrialisés. Nous traversons une période d'adaptation et de perte d'emplois; en fait, le gouverneur de la Banque du Canada a exposé aujourd'hui dans son allocution le principal point, et je cite: «Je tiens à dire que, grâce à cette politique monétaire, le Canada est désormais nettement mieux en mesure de connaître un bon rendement économique. . .»

M. le Président: La députée du Yukon.

[Français]

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): J'ai une question supplémentaire à poser, monsieur le Président.

Il est clair, monsieur le Président, que lorsque ce gouvernement fait preuve d'optimisme, il prévoit qu'une personne sur dix sera sans emploi dès l'année prochaine. Pour le 1,5 million de chômeurs et les 2 millions de personnes sur le bien-être, ce gouvernement n'a pas de plan de relance économique. Une politique économique qui assure des milliards de profits aux banques alors que des enfants ne mangent pas à leur faim, c'est une politique qui ne marche pas.

Je voudrais demander au ministre: Quand ce gouvernement va-t-il aider les vraies victimes de la récession, les personnes sans emploi?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, madame le chef du Nouveau Parti démocratique pourrait peut-être collaborer un peu dans ce domaine également, parce que si l'on regarde les chiffres de septembre sur la croissance, on constate une baisse de 0,1 p. 100. Je pense que tout le monde serait d'accord pour dire que, s'il n'y avait pas eu de grèves, on aurait probablement enregistré un mouvement de croissance en septembre.

L'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique devrait savoir qu'à cause des grèves, nous avons perdu beaucoup de livraisons de grain et que cela a certainement nui à notre position sur le marché des exportations. Notre balance commerciale en a donc souffert dans le secteur des marchandises.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, le ministre des Finances ne convaincra pas un seul Canadien que la mauvaise gestion du gouvernement peut lui servir d'excuse. Les relations des travailleurs avec ce

gouvernement sont tellement mauvaises qu'il n'a même pas été capable de négocier avec ses propres employés. Je tiens à dire que ce n'est pas cela la cause de la récession; la cause de la récession réside dans les politiques du gouvernement.

Je veux dire au ministre des Finances qu'une reprise qui ne donne pas de travail aux chômeurs n'est pas une reprise. Il nous a dit la semaine dernière que les consultations qu'il a menées sur son budget lui avaient révélé qu'il était dans la bonne voie. Je voudrais bien qu'il me dise à qui il s'est adressé. S'est-il contenté de parler aux banquiers, qui ont encaissé tous ces profits? Pourquoi n'interroge-t-il pas les trois millions de personnes sans emploi, qui vivent de l'aide sociale? Il faudrait demander à ces gens s'ils ont des commentaires à formuler. Leur a-t-il parlé?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je me fais un plaisir de répondre à la question.

J'ai consulté des groupes de lutte contre la pauvreté ainsi que des représentants de l'association des paraplégiques et du Comité canadien d'action sur le statut de la femme. J'ai aussi consulté les détaillants, les agriculteurs et littéralement tous les milieux de la société, monsieur le Président.

Une voix: Que faites-vous?

M. Mazankowski: Que faisons nous? Le fait est que tout le monde sait que le gouvernement précédent nous a légué une situation déficitaire et qu'il nous faut la corriger.

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'UKRAINE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre.

Nous nous réjouissons du fait que le premier ministre ait reconnu officiellement ce matin l'indépendance de l'Ukraine.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Je voudrais cependant que le premier ministre clarifie la déclaration rendue publique par son cabinet ce matin et dans laquelle on lit que «le Canada n'amorcera les négociations et devra avoir l'assurance que les dirigeants ukrainiens ont l'intention d'exercer un contrôle strict sur les armes nucléaires et de respecter les